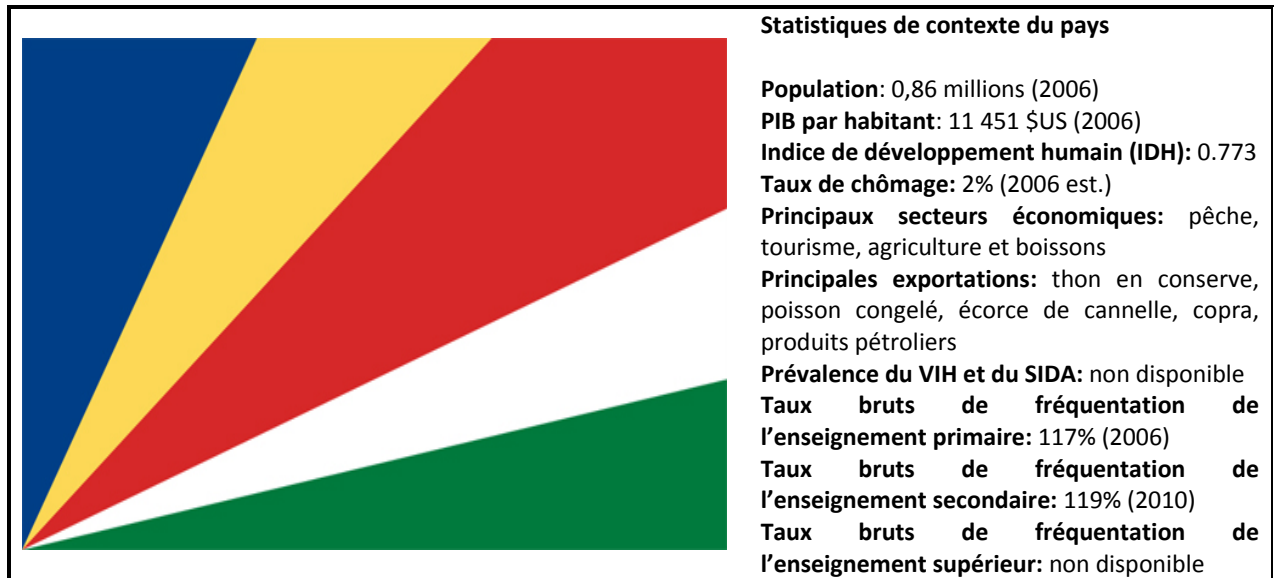


Chapitre 10: Seychelles

Compilé par LifutsoTs'ephe



Les données de contexte du pays ont été obtenues auprès d'une variété de sources: CIA (2012), UNAIDS (2011), PNUD (2011), UNESCO Institut des statistiques (2011).

Les Seychelles est un pays-archipel situé dans l'Océan Indien, à environ 1600 kilomètres à l'Est du Kenya. Cet archipel inhabité dans le passé fut d'abord découvert par des commerçants arabes, puis les Portugais et pour finir les Français qui gouvernèrent le pays pendant 40 ans. Entre 1794 et 1811, l'archipel changea de mains sept fois entre les Français et les Britanniques avant finalement d'être régi par les Britanniques aux termes d'une guerre prolongée. La situation de l'archipel en faisait le lieu idéal comme port de transit pour les esclaves de l'Afrique continentale, Madagascar, l'Inde et autres pays.

En 1976, les Seychelles ont obtenu leur indépendance en tant que république. Elle fut suivie trois ans plus tard par l'établissement d'un système à parti unique, une période qui a été désignée comme la deuxième république. En 1992, la démocratie s'installa avec l'introduction

d'un système multipartiste et depuis 1993, les Seychelles sont entrées dans une période connue sous le nom de troisième république¹.

La majorité de la population des Seychelles (75 pour cent) vit sur l'île de Mahé tandis que 15 pour cent se partagent entre les îles de Praslin et La Digue. La plupart des Seychellois descendent des premiers colons français et des esclaves africains qui furent libérés des bateaux d'esclaves sur la côte d'Afrique orientale par les Britanniques au XIXème siècle. En résultat, la culture seychelloise est un mélange d'influence française et africaine. La langue native est le Créole mais l'anglais et le français sont communément utilisés. L'anglais est la langue officielle².

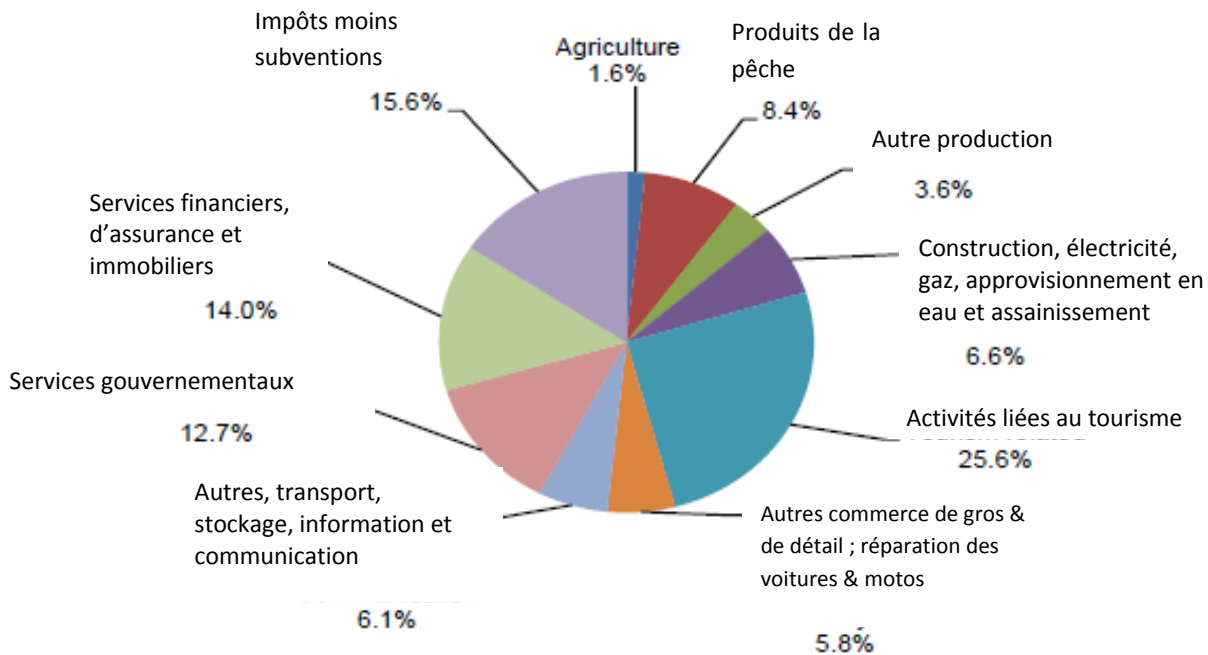
L'économie des Seychelles repose principalement sur le tourisme, la production de thon et l'investissement direct étranger. Le secteur des services qui dépend largement du tourisme a totalisé 70 pour cent du PIB au cours des dernières années. Ces deux dernières années, le gouvernement a mis l'accent sur le besoin de diversifier l'économie et place une priorité plus importante sur l'agriculture et la production à petite échelle³. Selon le document stratégique 2011-2015, le tourisme reste la source principale de PIB aux Seychelles suivi des services, la production et l'agriculture contribuant à juste un peu plus que cinq pour cent.

¹www.nation.sc

²www.cia.gov/library/publications/the-world-factbook/geos/se.html

³www.economywatch.com/world_economy/seychelles/

Figure 1: PIB aux prix du marché par secteur (Source: Seychelles National Bureau of Statistics (2009), Banque Africaine de Développement (2011))



Paysage de l'enseignement supérieur

Au cours des années qui ont suivi l'indépendance, le discours sur l'éducation a évolué dans le contexte d'une vision politique élargie de transformation sociale, économique et éducative, jugée nécessaire pour la création d'une société postcoloniale qui, entre autres, permettrait de réparer la discrimination et les inégalités héritées (Loi sur l'éducation de 1982). Le but était de renforcer l'unité nationale et de promouvoir l'identité culturelle. Dans le processus, l'enseignement supérieur n'a pas bénéficié de la priorité nécessaire.

Ce n'est que vers la fin des années 1990 que l'enseignement supérieur aux Seychelles a commencé à recevoir une attention plus importante. Ainsi, l'enseignement supérieur public aux Seychelles n'en est qu'à ses balbutiements, avec le besoin de se définir et de se positionner dans le discours du développement socio-économique et politique tant national que régional (Ministère de l'Éducation et de la Jeunesse 2004).

Les Seychelles ont assisté à l'établissement de leur première université publique en 2009. Etant la première université dans un pays dont la population est inférieure à 90,000 habitants, elle apporte avec elle des aspirations et des attentes de la part de tous les secteurs de la société. L'Université des Seychelles (UniSey) a installé son campus principal à Anse Royale et l'Ecole de l'Education est située à Mont Fleuri (Seychelles Nation Online, 3 août 2012). Officiellement inaugurée à la fin 2010 et avec en 2012, 300 étudiants admis dans douze programmes à niveau diplômant, l'UniSey espère transformer la destination touristique exotique en un centre de connaissance pour la région (Fine 2011). En tant qu'université nouvellement installée, UniSey propose des programmes d'études par le biais du programme international de l'Université de Londres. Les étudiants qui s'inscrivent à l'UniSey reçoivent leur matériel pédagogique des collèges du programme international de l'Université de Londres et à la fin de leurs études, les étudiants reçoivent leur diplôme de celle-ci et de l'Université des Seychelles. Le vice-recteur de l'Université de Londres est membre du comité d'UniSey. Celle-ci a, par ailleurs, officialisé des partenariats avec d'autres universités internationales dont l'Université de Paris-1 Panthéon-Sorbonne, l'Université Edith Cowan en Australie, l'Université TERI en Inde et Ocean University en Chine (Fine 2011). Le gouvernement des Seychelles offre des bourses d'études aux étudiants de l'UniSey et l'université elle-même est dotée d'un programme de bourses d'études financé par les dons d'individus et du secteur privé⁴.

Contexte de la politique nationale d'enseignement supérieur

L'enseignement supérieur aux Seychelles a subi une transformation politique majeure au cours des deux dernières années. Avec des impacts importants ayant commencé en 1999, les réformes récentes ont donné l'élan nécessaire pour l'établissement d'un système d'enseignement supérieur prometteur.

L'UNESCO et le Commonwealth of Learning (COL) ont aidé l'UniSey à mettre l'accent sur l'assurance de qualité. Grâce à la formation et le soutien de la South African Quality Authority (SAQA), la Seychelles Quality Assurance (SQA) a établi son cadre national de qualifications par le

⁴ www.unisey.ac.sc/university

biais d'un processus consultatif⁵. La Seychelles Qualification Authority est chargée de veiller à la qualité et aux normes d'enseignement et de la formation aux Seychelles et de protéger les intérêts des apprenants admis dans les programmes d'enseignement et de formation (République des Seychelles 2005). Le but principal du système d'assurance de qualité est de donner l'assurance aux parties prenantes que l'établissement enregistré délivre un enseignement de bonne qualité. Les parties prenantes de l'enseignement supérieur aux Seychelles englobent les apprenants et leurs familles, les communautés locales et internationales, les enseignants et les chercheurs, les employeurs et les corps professionnels, les institutions partenaires et les bailleurs de fonds de l'enseignement universitaire.

Ainsi que mentionné plus tôt, un certain nombre de documents politiques clés ont été promulgués pour offrir un environnement propice à la gestion et l'efficacité de l'enseignement supérieur.

Loi sur l'enseignement supérieur des Seychelles (The Higher Education Act of Seychelles): La loi prévoit un système d'enseignement supérieur capable de couvrir la mission à trois volets de l'enseignement supérieur telle que définie dans le monde entier à savoir l'enseignement, la recherche et l'engagement de la communauté. La loi stipule que "l'objectif de l'enseignement supérieur est de développer auprès des apprenants permanents les compétences cruciales, la connaissance, les valeurs et les attitudes qui leur permettront de se frayer en toute confiance un chemin parmi les traditions universitaires et professionnelles, s'engager dans la recherche et desservir la communauté en tant que citoyens responsables".

Loi sur l'Autorité des qualifications aux Seychelles de 2005 (Seychelles Qualifications Authority Act): la loi est adoptée en vue de développer et de mettre en œuvre le Cadre national des qualifications (NQF) qui inclut l'établissement d'une structure de qualifications, la définition de normes pour la formation universitaire et professionnelle, l'assurance de la qualité en harmonie avec la SQA, la reconnaissance des qualifications étrangères, des acquis du passé, l'assurance d'un système de gestion de l'information et le développement de règles pour régir l'accès et la qualité dans le cadre de l'enseignement supérieur.

⁵ www.saga.org.za/docs/reports/annual08/eor5.pdf

Plan d'action sur la réforme de l'éducation (Education Reform Action Plan) 2009-2010: En août 2008, le Président a établi un comité visant à rédiger un plan d'action pour le système d'enseignement supérieur. Sur la base des recommandations du Comité stratégique de l'éducation nationale et de la formation professionnelle, cinq domaines prioritaires ont été identifiés pour l'action. Bien que les thèmes détaillés qui ont émané des domaines prioritaires ne soient pas abordés dans ce rapport, les domaines principaux concernaient:

- Une disposition pour la diversité des besoins éducatifs et les priorités du développement national
- La garantie d'une éducation de qualité
- L'amélioration de la qualité des enseignants dans le contexte de l'UniSey
- L'amélioration de la gouvernance des établissements scolaires
- La formation d'étudiants responsables et habilités.

La mise en place de ces domaines d'actions a été suivie et soumise à un rapport périodique par un secrétariat au Ministère de l'Éducation.

Loi sur l'enseignement supérieur (The Tertiary Education Act) de 2011: la loi prévoit le développement harmonieux et rationnel d'une éducation et d'une formation de qualité. Elle couvre six domaines-clés concernant la gestion de l'enseignement supérieur au niveau national et institutionnel:

- La provision d'une Commission de l'enseignement supérieur (TEC): La TEC est conçue comme l'instrument juridique principal en vue de conseiller le ministre et coordonner le développement durable de l'enseignement supérieur au niveau national.
- La gouvernance et la charte institutionnelle: aux termes de cet aspect, la loi prévoit deux types d'établissements d'enseignement supérieur: les universités et les centres professionnels.
- La gouvernance de l'Université: en s'appuyant sur les orientations des expériences internationales, la loi prévoit un cadre légal pour la gouvernance universitaire.
- La gouvernance des centres professionnels: en dehors de consolider et d'améliorer le statut actuel de la gouvernance dans les centres professionnels, la loi vise à renforcer le lien entre les centres professionnels et l'industrie.

- Les droits et devoirs des apprenants: la loi met en vigueur l'engagement du gouvernement à augmenter l'accès à l'enseignement supérieur tout en renforçant le besoin des apprenants de respecter leurs devoirs et responsabilités envers leurs programmes universitaires et les codes de conduite de leurs établissements.
- L'autonomie et la responsabilisation: la loi prend en compte d'autres valeurs importantes de la gestion institutionnelle telles que le besoin d'autonomie et de responsabilisation.

Régionalisation

Les Seychelles sont un membre relativement récent de la CDAA et même si l'UniSey est une université récente, on remarque d'ores et déjà que le pays a des vues sur la coopération et la collaboration internationale et régionale. Dans sa réponse au questionnaire soumis, le Ministère de l'Education a fait remarquer que la collaboration au sein de la CDAA était considérée importante pour les Seychelles et que l'UniSey avait harmonisé son travail avec le protocole de la CDAA sur l'éducation et la formation.

L'UniSey est une université construite sur la base de partenariats stratégiques avec d'autres universités. A présent, il semblerait qu'aucun partenariat officiel ne soit en place entre l'UniSey et les autres universités de la CDAA bien que les premiers rapports de partenariats possibles avec les universités sud-africaines aient été notés. La collaboration dès le début entre la SAQA ET la SQA a été une bonne indication de la volonté d'établir des partenariats avec d'autres pays de la CDAA pour en tirer les enseignements mutuels.

A long terme, le vice-recteur de l'UniSey a fait remarquer l'intention de cette nouvelle université de contribuer au développement de l'enseignement supérieur en Afrique (Fine 2011). Une collaboration étroite et saine et un réseau de partenaires avec les systèmes et établissements d'enseignement supérieur de la région permettront largement de soutenir le développement et la croissance du secteur de l'enseignement supérieur aux Seychelles.

Conclusions

En dépit de l'aspect nouveau du secteur émergent de l'enseignement supérieur, le gouvernement des Seychelles a enregistré des progrès significatifs en matière de développement d'un environnement propice à l'enseignement supérieur. L'Université des Seychelles nouvellement établie a ouvert de nouvelles perspectives dans la formation de partenariats avec des universités internationales et l'admission des étudiants (malgré sa taille encore infime) a augmenté au cours des trois années de fonctionnement. Le modèle de partenariat international de l'UniSey est susceptible d'être pris comme étude de cas majeure dans le cadre de la compréhension des possibilités et des lacunes que cette approche envers l'enseignement supérieur peut offrir dans d'autres pays de la CDAA. Un horizon riche en recherches futures se dessine, concentré sur l'exploration du rôle joué par l'UniSey dans le développement social, économique et politique des Seychelles.

Références

Banque Africaine de Développement (BAD) (2011) *Seychelles: Document stratégique du pays 2011-2015*. www.afdb.org/fileadmin/uploads/afdb/Documents/Project-and-Operations/Seychelles%20-%20CSP%20%202011-2015.pdf.

Brock-Utne B (2000) *Whose Education: The recolonisation of the African mind*. New York: Palmer Press.

Cloete et al. (2011) *Universities and economic development in Africa*. Wynberg, Cape Town: CHET.

Fine P (2011) Seychelles: More than a honeymoon destination. *University World News*, Edition No. 81 du 17 juillet 2012. www.universityworldnews.com/article.php?story=2011071516490015.

Ministry of Education (1985) *Seychelles Education Act*. Seychelles: Ministry of Education.

Ministry of Education (2000) *Education for a Learning Society: Policy Statement of the Ministry of Education*. Seychelles: Ministry of Education.

Ministry of Education (2009) *Education Reform Action Plan 2009-2010: Summary*. Seychelles: Ministry of Education.

Ministry of Education (2011) *Tertiary Education Act, 2011*. Seychelles: Ministry of Education. Retrieved 16 September 2012 from www.nation.sc/index.php?art=26129.

Ministry of Education and Youth (2004) *National Report of the Republic of Seychelles*. Seychelles: Ministry of Education and Youth.

Post et al. (2004) World Bank okays public interest in higher education. *Higher Education* 48: 213–229.

Republic of Seychelles (2011) *2011 Seychelles Qualifications Authority*. Seychelles: Republic of Seychelles.

Republic of Seychelles (2005) *Seychelles Qualifications Authority Act*. Seychelles: Republic of Seychelles.

The History of Seychelles, Online journal publication retrieved from www.nation.sc/index.php?rub=55.

Banque Mondiale (2009) *Accélérer le retard: l'enseignement supérieur pour la croissance en Afrique subsaharienne*. Washington DC: La Banque Mondiale.